

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Les paiements numériques en Afrique gagnent du terrain : le Rapport SIIPS 2025 révèle que les paiements instantanés représentent 2 000 milliards de dollars et stimulent la croissance et l'inclusion sur le continent.

EZULWINI, Eswatini – 13 novembre 2025 — Le paysage des paiements numériques en Afrique connaît une expansion sans précédent, marquant un tournant décisif vers des systèmes financiers interopérables inclusifs. L'édition 2025 du [Rapport sur l'état des systèmes de paiement instantané inclusifs en Afrique \(« Rapport SIIPS 2025 »\)](#), publiée par AfricaNenda Foundation, en partenariat avec la Banque mondiale et la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (« CEA »), met en lumière la manière dont les systèmes de paiement instantané (« SPI ») favorisent la participation économique, stimulent l'innovation et créent de nouvelles opportunités à travers le continent.

Le *Rapport SIIPS 2025*, dont c'est désormais la quatrième édition, s'impose comme la référence africaine en matière de systèmes de paiement instantané inclusifs (« SPII »). Le rapport révèle que 36 systèmes sont désormais opérationnels dans 31 pays africains, dont cinq ont été lancés au cours de l'année écoulée. L'ensemble de ces systèmes ont traité 64 milliards de transactions, représentant près de 2 000 milliards d'USD en 2024, confirmant ainsi la transition accélérée du continent vers la finance numérique.

*« Les paiements instantanés inclusifs transforment la manière dont les Africains interagissent sur le plan économique », déclare le **D^r Robert Ochola, Président directeur général d'AfricaNenda Foundation.** « Les conclusions du Rapport SIIPS 2025 font état de progrès tangibles : davantage de pays adoptent des systèmes de paiement instantané, et un nombre croissant de personnes ont désormais accès à des services financiers numériques qui soutiennent les moyens de subsistance, le commerce et la croissance sur tout le continent. »*

« La toute dernière édition du Rapport SIIPS témoigne de progrès constants dans l'adoption des paiements rapides à travers le continent africain. Ces résultats sont prometteurs et constituent un excellent départ, mais il reste encore beaucoup à faire. Les pays dépourvus de tels systèmes de paiement rapide (« SPR ») devraient entamer leur mise en œuvre, tandis que ceux qui en disposent déjà gagneraient à renforcer leur inclusivité, stimuler l'innovation et améliorer l'accessibilité des services de paiement numérique. Les modèles régionaux de SPR ont démontré leur capacité à faciliter des paiements transfrontaliers rapides et économiques, et pourraient être étendus à d'autres régions, voire à l'ensemble du continent. Au sein du Groupe de la Banque mondiale, nous pensons qu'un développement rapide des paiements favorise la réalisation d'objectifs plus larges comme l'inclusion financière, la création d'emplois et la facilitation des échanges commerciaux. Grâce au projet FASTT, la Banque mondiale continue d'aider les pays à construire et à renforcer des écosystèmes de paiement rapide grâce à des financements, une assistance technique et des actions de renforcement des capacités. ». **Niraj Verma, Directeur**

général par intérim, Département mondial Finance, Compétitivité et Investissement, Banque mondiale

Une connectivité et une inclusion en expansion

Le rapport souligne l'interopérabilité croissante entre les systèmes. La moitié des SPI d'Afrique interconnectent désormais banques, les opérateurs d'argent mobile et les fintechs par le biais de plateformes multisectorielles. Le système de paiement instantané du Nigeria (NIP) est devenu le premier système à atteindre un niveau d'inclusivité « mature » selon l'échelle d'inclusivité AfricaNenda, tandis que dix autres ont progressé vers des niveaux « avancés ».

Au-delà des transferts de particulier à particulier (« P2P »), de plus en plus de systèmes permettent désormais les paiements de particulier à entreprise (« P2B »), de gouvernement à particulier (« G2P ») ainsi que les paiements transfrontaliers, autant de cas d'usage essentiels pour élargir l'accès aux services numériques et renforcer l'intégration économique régionale.

Les populations et l'accès au cœur de la transformation

Les recherches menées en Angola, en Côte d'Ivoire, à Madagascar et en Tunisie révèle que les particuliers adoptent les paiements numériques plus rapidement que les commerçants, notamment dans les marchés émergents et ou en phase de démarrage. Les adultes de plus de 30 ans et les personnes percevant un revenu régulier restent les utilisateurs les plus actifs, tandis que les jeunes adultes et les femmes continuent de faire face à des obstacles tels que les risques de fraude, l'absence de pièce d'identité et un accès limité aux agents de proximité.

Entre 50 % et 75 % des utilisateurs privilégiant encore les paiements en argent liquide invoquent le risque de fraude comme principal frein à l'adoption. Le rapport souligne que la réponse à ces préoccupations sera cruciale pour garantir des paiements numériques sûrs et accessibles à tous.

« Pour que les paiements numériques profitent à tous, l'inclusion doit être une démarche délibérée », déclare le D^r Mactar Seck, Responsable de la section Innovation et technologie de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (« CEA »). « Les données du Rapport SIIPS 2025 apportent aux décideurs publics et régulateurs les éléments factuels nécessaires pour concevoir des écosystèmes au service des segments de population marginalisés en Afrique : les femmes, les jeunes, le secteur informel et les communautés rurales dans leur ensemble. »

Faire entrer l'économie africaine dans une nouvelle ère numérique

Le rapport met en évidence d'importantes opportunités de croissance grâce à l'intégration de l'infrastructure publique numérique (« IPN »), à la digitalisation des paiements G2P et à l'interopérabilité transfrontalière. Avec 36 pays disposant désormais dotés d'un SPI opérationnel, de systèmes d'identification numérique et de lois sur la protection des données, une meilleure

coordination entre ces dispositifs pourrait permettre aux écosystèmes financiers du continent d’être plus inclusifs et plus sûrs.

L’essor des cas d’usage G2P et transfrontaliers, comme le souligne le rapport, exigera une couverture renforcée de l’identité numérique, une harmonisation réglementaire accrue et une collaboration plus étroite entre secteurs public et privé — autant d’efforts essentiels pour répondre à l’ambition de création d’un marché africain unique et numériquement connecté.

Le lancement du Rapport SIIPS 2025, accueilli par la Banque centrale d’Eswatini (« CBE ») du 11 au 14 novembre 2025, a réuni des banques centrales, des opérateurs de paiement, des décideurs publics, des partenaires de développement ainsi que des médias venus de tout le continent afin de débattre du rôle des paiements instantanés inclusifs dans la construction de l’avenir numérique de l’Afrique.

L’intégralité du *Rapport SIIPS 2025* est disponible sur www.africanenda.org/en/siips2025. Il propose notamment des données détaillées, des études de cas pays et des recommandations fondées sur des données concrètes sur l’évolution du paysage des paiements en Afrique.

FIN -

About AfricaNenda Foundation

The **AfricaNenda Foundation** is an Africa-based, African-led nonprofit working with central banks, governments, and payment ecosystem stakeholders to accelerate the design, development, and scale-up of inclusive instant payment systems. Our team of experts provides technical assistance, builds capacity, and advocates for inclusion across the continent, aiming to connect **260 million financially excluded Africans** to affordable and seamless digital payments by 2030.

Visit our website: www.africanenda.org

About WORLD BANK

The World Bank Group plays a key role in the global effort to end extreme poverty and boost shared prosperity on a livable planet. It consists of five institutions: the World Bank, including the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) and the International Development Association (IDA); the International Finance Corporation (IFC); the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA); and the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID). Working together in more than 100 countries, these institutions provide financing, advice, and other solutions that enable countries to address the most urgent challenges of development.

About UNECA

Established by the Economic and Social Council (ECOSOC) of the United Nations in 1958 as one of the UN's five regional commissions, its primary mandate is to promote the economic and social development of its members, foster intra- regional integration, and promote international

cooperation for Africa's development. Within this mandate, and specifically in the digital sphere, ECA through its specialized division on Technology, Connectivity, Innovation and Infrastructure, focuses on enhancing Africa's digital ecosystem. Comprising 54 Member States, ECA acts as both a regional arm of the UN and an essential part of Africa's institutional framework, uniquely positioned to collaborate with various partners to address the continent's development challenges.